



Westminster & City News

NUMÉRO 36

Du 25 septembre au 1er octobre 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

La croissance au T2 a été revue à la hausse, s'établissant à - 19,8 % contre l'estimation initiale de - 20,4 % – Après une contraction de 2,5 % au T1, la chute de l'activité au T2 porte l'acquis de croissance à -14,8 % en juin. La contraction de la consommation des ménages a été la principale contributrice à la perte d'activité (- 23,6 %), suivie par la baisse de la formation brute de capital fixe (- 21,6 %) et des dépenses gouvernementales (- 14,6 %). Bien qu'un rebond de consommation ait été observé au début du troisième trimestre, le faible niveau de confiance des ménages accentué par la seconde vague pandémique et les perspectives négatives sur l'emploi devrait soutenir un taux d'épargne supérieur à son niveau pré-pandémie. De fait, le taux d'épargne des ménages ressort à 29,1 % au T2 contre 9,6 % au T1, un nouveau record.

Le déficit budgétaire a atteint 174 Md£ en cinq mois, excédant le niveau observé sur l'année 2009-10 – L'emprunt du gouvernement s'est établi à 35,9 Md£ en août, en forte hausse par rapport à juillet (15,4 Md£). La hausse des dépenses du gouvernement en août est associée au dispositif *Eat Out to Help Out* (0,5 Md£), au déboursement des subventions pour les travailleurs indépendants (4,7 Md£) ainsi qu'à la baisse de la TVA pour le secteur de l'hospitalité (3,7 Md£ de perte de recettes estimées). Les recettes du gouvernement sur la période avril-août ont diminué de 26 % en glissement annuel, le report du paiement de la TVA du T2 à 2021-22 ayant été le principal contributeur à cette baisse. La dette du gouvernement s'est établie à 101,9 % du PIB en août, une augmentation de 21,8 % en glissement trimestriel.

Les prix immobiliers ont augmenté de 5 % en septembre en glissement annuel, après + 3,4 % en août – Cette augmentation est la plus importante depuis septembre 2016 d'après les données de Nationwide, l'activité immobilière étant toujours soutenue par le rattrapage de la demande retenue pendant le confinement et la baisse de la fiscalité (*stamp duty*) sur les transactions inférieures à 500 000 £. Le nombre de prêts hypothécaires a également fortement augmenté, s'établissant à 84 700 en août (contre 66 300 en juillet), le niveau le plus haut depuis octobre 2007. Des premiers signes d'essoufflement du marché immobilier apparaissent cependant : le nombre de visiteurs des trois principaux sites internet d'immobilier a diminué de 5 % en septembre par rapport à août selon Google Trends et la hausse récente des taux hypothécaires, cumulée aux perspectives des pertes d'emploi à l'automne, pourrait décourager certains acquéreurs.

POLITIQUE COMMERCIALE

Premières exportations de viande bovine vers le marché américain depuis 20 ans – Après avoir fermé en 1996 leur marché aux exportateurs de viande bovine en provenance de l'Europe en raison de l'épidémie d'ESB (vache folle), les autorités américaines ont levé cette interdiction en mars 2020 pour les producteurs britanniques. Les premières expéditions devaient partir ce mercredi vers les Etats-Unis. Selon le *Department for International Trade* britannique, le montant des exportations de viande bovine vers les Etats-Unis pourrait atteindre 66 M£ par an d'ici 5 ans. La ministre au Commerce international, Elizabeth Truss, a également indiqué que ce nouveau débouché à l'exportation n'était que « le sommet de l'iceberg », et que l'accord actuellement négocié entre Londres et

Washington « créerait d'importantes opportunités à l'export pour l'agriculture britannique » et maintiendrait des normes élevées.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

La *Financial Conduct Authority* prolonge et ajuste ses mesures de soutien aux utilisateurs de crédit à la consommation et de découvert – Dans le cadre des [nouvelles lignes directrices](#) entrant en vigueur le 2 octobre, dans le prolongement des orientations de juillet, les établissements financiers devront continuer à proposer, au cas par cas, un ensemble de mesures de soutien à leurs clients en difficulté en raison de la crise de la Covid-19. Ceci inclut, par exemple, la mise en place de mesures de moratoire ou d'étalement des échéances. Enfin, la FCA s'attend à que les établissements financiers prévoient, une fois agréé un plan de remboursement, la dégradation financière de ces clients en suspendant, réduisant ou annulant les intérêts et les frais bancaires. Ces lignes directrices seront réexaminées dans les six mois suivant leur entrée en vigueur.

Selon une [analyse](#) de la Banque d'Angleterre (BoE), les risques de défaut sur les prêts non sécurisés seraient accrus en raison de la crise – D'une part, les ménages à faibles revenus, dont les ressources sont mises sous pression par la récession, sont les plus susceptibles de détenir une part proportionnellement plus importante de dettes non garanties (prêts à la consommation, facilité de découvert notamment) et de consacrer une part significative de leur revenu à ces remboursements. D'autre part, une hausse du chômage est historiquement corrélée à une augmentation des pertes sur les dettes non garanties. Enfin, les ménages ont tendance à consacrer prioritairement une part plus importante de leurs revenus au remboursement d'un crédit hypothécaire, quitte à accumuler des impayés sur des créances non sécurisées. Ce potentiel de pertes importantes a donc des implications sur la résilience du secteur bancaire britannique. Toutefois, le *Financial Policy Committee* a jugé en août que les principales banques et sociétés de crédit immobilier du RU étaient capables de résister à un très large éventail de situations possibles, parmi lesquels figuraient des scénarii où le chômage atteint environ 15 % et où les pertes totales sur les dettes non garanties dépassent les 30 md£.

La *British Business Bank* (BBB) a alerté dès mai sur le risque de fraudes lié aux prêts garantis par l'Etat – Dans des courriers adressés au ministre de l'économie Alok Sharma, révélés par la presse cette semaine, le directeur général de la BBB, Keith Morgan, a fait part en mai de ses inquiétudes concernant, d'une part, les "risques de fraude et de crédit très importants" des prêts garantis (PGE) aux PME (*bounce back loan*, dont 38 md£ ont été distribués) et du dispositif de financement des entreprises innovantes (*future fund*) et, d'autre part, leur rapport coût/efficacité. Ses préoccupations portaient notamment sur l'auto-certification des clients (qui doivent se déclarer eux-mêmes comme ayant été affectés par les répercussions de la pandémie) ainsi que sur le risque de distorsion du marché. Au-delà, ces considérations n'ont pas empêché le Trésor britannique à assouplir cette semaine les critères d'éligibilité des PGE afin d'en permettre l'accès aux entreprises détenues par des fonds d'investissement. Ces sociétés n'ont jusqu'à présent pas pu prétendre aux PGE, leur modèle financier – reposant sur des niveaux d'endettement élevés – les rendant inéligibles au regard notamment du régime européen des aides d'Etat.

BANQUES & ASSURANCES

Les assureurs britanniques demandent une modification rapide de la régulation britannique post-Brexit – Selon le FT, les sociétés britanniques d'assurance-vie continuent d'appeler le gouvernement à faire évoluer, post-Brexit, le cadre prudentiel dérivé de la directive Solvabilité 2, s'agissant notamment de la marge pour risque qui conduit les assureurs à détenir davantage de capital pour leurs engagements de long terme. Une revue de ce cadre réglementaire devrait être lancée par la *Prudential Regulation Authority* d'ici la fin de l'année. Toutefois, une modification rapide et substantielle de ces règles pourrait ne pas être consensuelle parmi les acteurs de marché, les assureurs-dommages britanniques souhaitant, eux, préserver le *statu quo* afin de rester alignés sur la réglementation de l'UE.

La *Financial Conduct Authority* souhaite porter le dossier des polices d'assurances pour pertes d'exploitation devant la Cour suprême – A la suite de l'arrêt de la Haute Cour de justice en première instance (validant les arguments présentés par la FCA sur la majorité des questions relatives à l'étendue de la couverture des polices d'assurance pour pertes souscrites par les PME), la FCA et plusieurs assureurs ne sont pas parvenus cette semaine

à s'accorder sur la manière d'interpréter certains aspects de ce jugement et d'en tirer les conséquences en termes d'indemnisation des assurés. Souhaitant une mise en œuvre rapide du jugement au bénéfice des assurés, la FCA a annoncé qu'elle plaiderait, lors d'une audition devant la Haute Cour le 2 octobre pour que l'affaire soit directement examinée en appel par la Cour suprême, tout en réaffirmant sa volonté de poursuivre parallèlement les discussions avec la place.

La pandémie pourrait conduire à une hausse des cotisations au fond de garantie des retraites – Le *Pension Protection Fund (PPF)*, entité publique destinée à protéger ses membres en cas d'insolvabilité de leur fonds de pension, anticipe une augmentation "substantielle" de ses cotisations pour 2022/23 après que [son analyse](#) ait suggéré un doublement des faillites d'entreprises en 2020/21 par rapport à 2019 en raison des conséquences de la pandémie et une multiplication des indemnités des épargnants. Environ 5 500 régimes de retraite d'entreprise versent des cotisations annuelles au PPF. Cette prévision intervient alors que le PPF, dont la position de liquidité pré-crise est jugée solide, a soumis à consultation publique plusieurs pistes pour réduire l'effort financier des employeurs touchés par l'impact de la Covid-19 en difficulté en 2021/22, notamment une baisse temporaire du montant des cotisations des entreprises de 100 M£.

La banque NatWest lance une application pilote de calcul des émissions carbone de ses clients bancaires – Un nouveau partenariat avec la Fintech CoGo permettra aux clients de la banque d'avoir accès à un outil calculant leur empreinte carbone en temps réel en fonction de leurs habitudes de consommation. Inédite sur le marché, l'application proposera aussi des suggestions sur la manière de réduire leur impact environnemental, avec la possibilité de compenser les émissions à chaque transaction. La banque britannique invite ses clients à se joindre à ce projet pilote de huit semaines, annoncé dans le cadre d'une série d'initiatives visant à aider ses clients à mesurer et à réduire leurs émissions carbone. Si cette expérience est concluante, l'outil est susceptible d'être offert à l'ensemble des clients de la banque. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement d'une étude récente menée par la banque, qui a révélé que 70 % des clients de NatWest sont préoccupés par le changement climatique, mais ne savent pas comment réduire leur impact sur le climat.

Un groupe de banques britanniques lance les *Green Home Retrofit Finance Principles (GHRFPs)* – Dans le cadre d'une démarche menée par le *Green Finance Institute*, l'initiative vise à catalyser les capitaux nécessaires à la rénovation du bâti résidentiel et commercial au RU. Les GHRFPs ont été produits en collaboration avec la *Loan Market Association* dans le but de renforcer l'intégrité du marché du financement de la rénovation. Les principes visent à promouvoir un cadre industriel transparent et cohérent que les institutions financières pourront utiliser lors de prêts alloués à la rénovation énergétique des bâtiments. Les standards contribuent donc à soutenir le programme gouvernemental de 3 Mds£ de subventions du *Green Home Grants Scheme* pour lequel les demandes sont maintenant ouvertes. Les GHRFP couvrent le processus d'évaluation et de sélection des projets, la gestion des fonds et le *reporting* et ont pour but de guider les financements de projets d'efficacité énergétique. Les GHRFP ont déjà obtenu le soutien de Lloyds, NatWest, BNP Paribas, entre autres.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantes, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 1^{er} octobre 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T2 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-21,7%	-0,7%
PIB en glissement trimestriel		-20,4%	-1,6%
PIB par habitant		-20,6%	-1,8%
Inflation (IPC)		0,6%	2,1%
Evolution de la demande	Investissement	-25,6%	-2,3%
	Consommation	-24,1%	-1,9%
	Dépenses publiques	-15,7%	-1,1%
	Exportations (B&S)	-14,4%	-1,1%
	Importations (B&S)	-27,0%	-2,2%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	-20,2%	-1,9%
	Secteur de la construction	-35,1%	-2,9%
	Secteur des services	-20,3%	-1,5%
Parmi les services	Finance et assurances	-3,4%	-0,7%
	Ventes au détail	-9,5%	-0,5%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T2 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,0%
Taux d'emploi		76,4%	75,9%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	25,8	31,5
Productivité horaire**	Croissance annuelle	-1,2% (T1)	0,2%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	-2,6%	0,4%
Salaires réels	Croissance annuelle	-2,2%	0,0%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	-0,5% (T1)	0,3%
Taux d'épargne des ménages		8,6% (T1)	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-7,3%	-2,7%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	99,1%	84,9%
Investissement public net	-2,4%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-2,0%	-4,3%
Balance des B&S		1,0%	-1,2%
Balance des biens		-3,9%	-6,2%
Balance des services		4,9%	5,0%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,13	1,13
	GBP/USD	1,24	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.